Pourquoi



le Plan MARSHALL?

WOOP,



Je vais te dire **pourquoi...**

TU DIS, JOE STALINE, que le Plan Marshall n'est qu'un instrument entre les mains des impérialistes américains pour asservir l'Europe. Les Etats-Unis donneraient, en somme, leurs dollars à l'Europe, comme des verges... pour la fouetter !

C'est donc pour libérer les peuples menacés d'esclavage, pour protéger leur indépendance, que tu fais combattre le Plan Marshall par ton Kominform !

NON, ÉCOUTE. l'astuce est un peu grosse. Ça ne prend plus.

Mais alors, pourquoi diable, combats-tu cette aide américaine ?

Il ne faut pas être grand clerc pour le deviner. Le communisme, pour se propager, a besoin d'un climat de misère et de catastrophe sociale. Or, le Plan Marshall a stoppé la misère et prépare la prospérité. N'est-ce pas pour cette raison qu'il te gêne ?

De décembre 1947, date d'entrée en vigueur de l'Aide Intérimaire, à fin 1949, la France, à elle seule, a reçu 1 milliard 814 millions de dollars, soit 500 milliards de francs en chiffres ronds, **à titre de don pur et simple.**

Cela s'est traduit par des arrivages massifs de produits alimentaires, de pétrole, de charbon, de produits chimiques, de coton, de laine, de tracteurs, de wagons, de locomotives, de machines de toute sorte et de matières premières diverses. Leur énumération complète nécessiterait des centaines de pages.

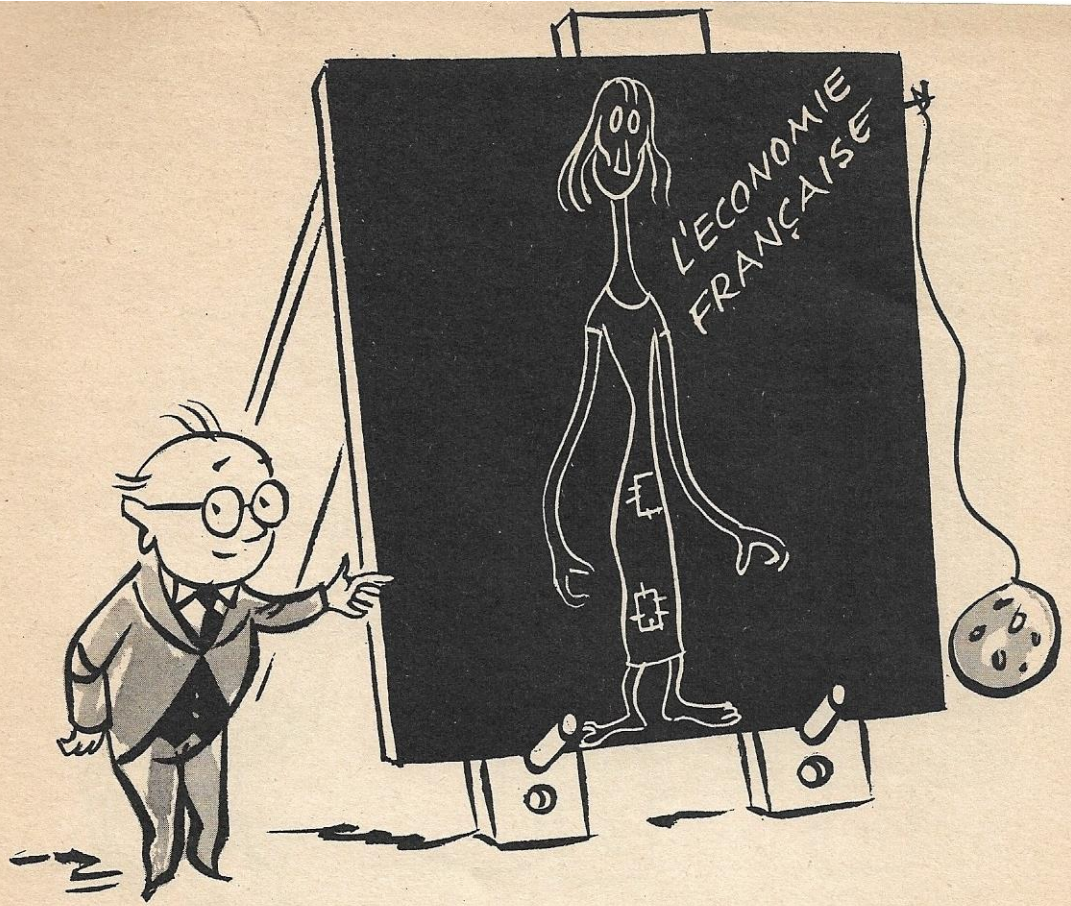
De plus, la vente en francs français de ces biens aux utilisateurs français, au profit du Gouvernement français, a permis de réunir des sommes considérables qui, elles-mêmes, ont servi et servent à financer le Plan français de Modernisation et d'Equipement (Plan Monnet). Dans toute la France, des milliers de chantiers se sont ouverts. Installations hydroélectriques, modernisation de l'équipement des mines et des chemins de fer, marine marchande, agriculture, reconstruction, exploration du sous-sol, etc. sans compter l'amortissement de la dette publique, ont bénéficié de ces fonds.

Il faut, qu'en 1952, date à laquelle prendra fin le Plan Marshall, la France n'ait plus besoin d'une aide étrangère pour vivre et que ses classes laborieuses jouissent d'un niveau de vie aussi élevé que possible.

Pourquoi le Plan Marshall a-t-il dû être institué ?

Pourquoi les contribuables américains s'imposent-ils de si grands sacrifices pour le financer ?

Pourquoi... ? Jetons un regard en arrière pour comprendre.



En 1947 année de misère et de désordres sociaux. La France, comme les autres pays d'Europe, n'arrive pas à se relever des ruines et des destructions accumulées par la guerre.

Agriculture : manque de semences, d'engrais, de machines agricoles. Impossibled'ac croître le rendement. Le rationnement alimentaire doit être maintenu. Vient, là-dessus, un été d'une terrible sécheresse. La récolte de blé est pratiquement anéantie. La ration de pain est diminuée : 200 grammes.

Industrie : matériel démodé, usé ou détruit. Energie électrique insuffisante. Charbon rare. Les matières premières indispensables font défaut. L'industrie est à la veille d'être complètement paralysée. Le chômage menace.

Charbon, gaz, électricité : production insuffisante.

Vous souvenez vous du MARCHÉ NOIR?



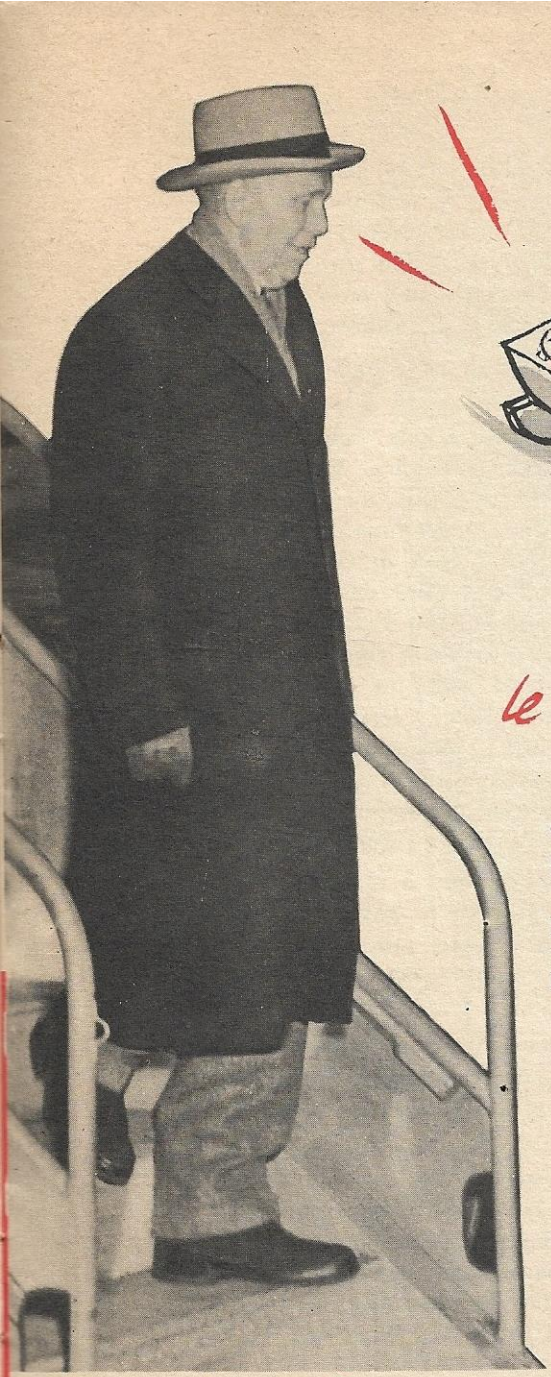
Comment faire ?

La France n'a plus de dollars, bien que deux milliards de dollars de prêts lui aient été consentis par les Etats-Unis de 1946 à 1947. La France n'a plus d'or, plus de créances sur l'étranger et elle est incapable d'exporter pour acquérir ces précieuses devises.

Que faire ? Que faire ? C'est l'angoissante question que se posent aussi bien les hommes d'Etat français que les hommes d'Etat des autres nations européennes.

Le problème apparaît insoluble. Conséquence : le ralentissement des importations, sans la contrepartie d'une productivité intérieure accrue, impliquerait une baisse de niveau de vie qui pourrait être évaluée pour la France à 30, 35 % environ. Or, le niveau de vie de l'ouvrier, déjà très bas, ne peut être encore diminué. On entrerait dans une ère de chaos économique et de désordres sociaux dont seul le communisme tirerait profit.

Les yeux se tournent vers l'Amérique. Mais l'effort qu'il faudrait lui demander est d'une telle envergure que peu de gens osent l'espérer et encore moins le formuler.





le 5 Juin 1947

Le Secrétaire d'Etat, George Marshall, entre en scène. Ce jour restera une des grandes dates de l'Histoire. A l'Université de Harvard, l'ancien chef d'Etat-Major américain prononce un discours retentissant. Il suggère un plan qui doit mettre fin aux angoisses de l'Europe.

« Que les Nations européennes, dit-il, établissent **en commun** un plan de relèvement et les Etats-Unis donneront leur part des fonds nécessaires. »

Et il ajoute :

« Il ne serait ni bon, ni utile que ce gouvernement (Washington) entreprenne d'établir de son côté un programme destiné à remettre l'économie européenne sur pied. C'est là l'affaire des Européens. L'initiative, à mon avis, doit venir de l'Europe. »

George Marshall entre en scène

Le plan de M. Marshall repose essentiellement sur le principe de la coopération. Coopération entre chacune des nations européennes pour faciliter leurs échanges commerciaux, harmoniser leur production, abaisser leurs barrières douanières, partager équitablement l'aide qui viendrait d'Outre-Atlantique. Coopération aussi entre l'Europe unie pour son relèvement et l'Amérique qui lui fournit les moyens de le réaliser.

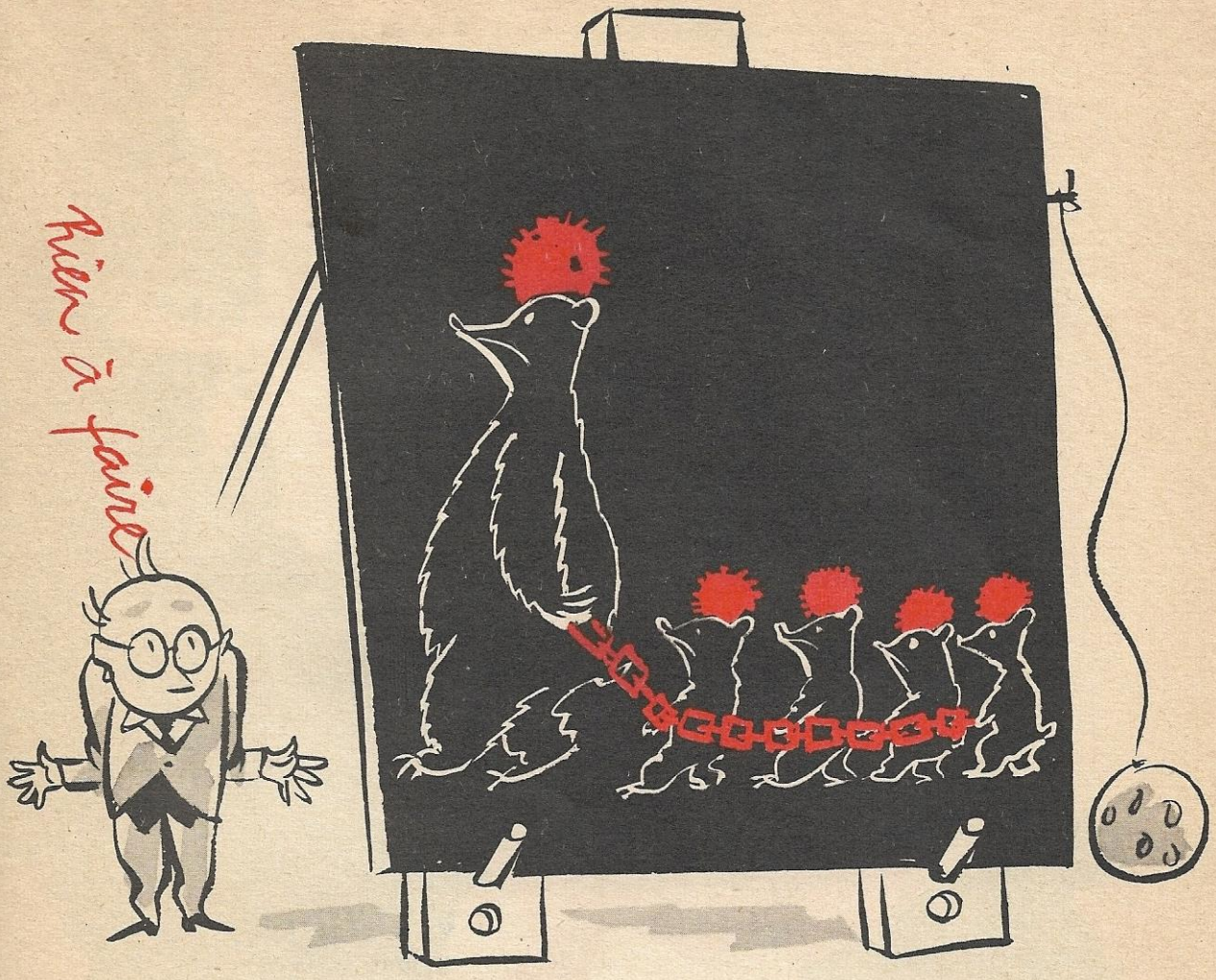
L'offre américaine était généreuse, efficiente et respectait l'indépendance légitime des nations.

L'appel fut immédiatement entendu. Consultations franco-britanniques d'abord, suivies d'une réunion tripartite : France, Grande-Bretagne, U. R. S. S. à Paris (2 juillet 1947). On espérait, au début, que l'Union Soviétique accepterait de participer à ce programme commun de redressement européen. Mais il devint bientôt évident qu'elle se déroberait, et entraînerait avec elle tous ses satellites. Pour des raisons de prestige et de propagande, il lui était, en effet, difficile d'accepter l'aide américaine. De plus, cette aide aurait créé un climat de confiance et de solidarité entre l'occident et l'orient européens, d'où un desserrement inévitable du contrôle du Kremlin dans les pays situés « derrière le rideau de fer ». Enfin, le retour de la prospérité, même en Europe occidentale, n'était pas de nature à plaire aux propagandistes du Kominform qui masquent leur mauvaise humeur en prétendant que « le plan américain n'est qu'un trompe-l'œil pour permettre aux Etats-Unis d'asservir l'Europe ».

Paris et Londres invitent tous les pays d'Europe à une conférence économique, négligeant l'hostilité soviétique. Seize pays seulement répondent à cette invitation et se réunissent à Paris (12 juillet 1947.) Ils créent l'Organisation Européenne de Coopération Economique (O. E. C. E.).

L'O. E. C. E. se donne pour tâche de mettre en pratique la coopération économique qui doit exister entre ses membres, de présenter un programme commun aux Etats-Unis et de répartir les crédits américains. Son siège est à Paris, au Château de la Muette.

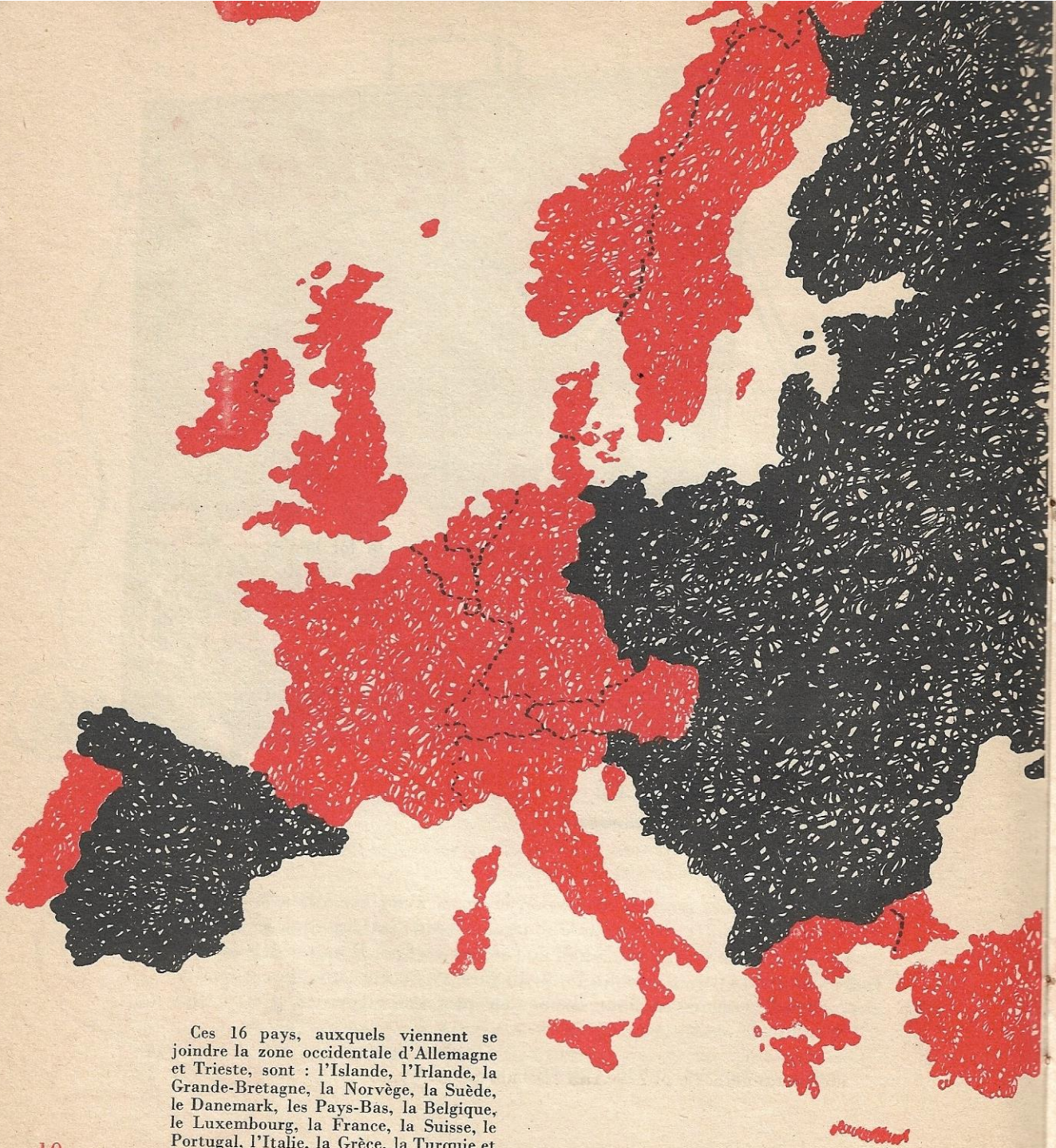
De leur côté, les Américains créent une organisation qui prend le nom de **Economic Cooperation Administration** (E. C. A.), administration qui a des prolongements en Europe. Un ambassadeur itinérant (Averell Harriman) accrédité auprès de l'O. E. C. E. et une mission spéciale accréditée auprès de chacun des pays bénéficiaires du Plan Marshall (dont l'appellation officielle est : Programme de Relèvement Européen, d'où les initiales P. R. E.).



Après plusieurs mois de discussion et après avoir accordé à la France, à l'Autriche et à l'Italie, une aide d'urgence (Aide intérimaire), le Congrès américain adopte le Plan Marshall et vote les crédits. Il naît officiellement le 2 avril 1948 et doit prendre fin le 15 juin 1952. Au cours de ces quatre ans, 15 milliards de dollars seront, en principe, dépensés, c'est-à-dire 5.250 milliards de francs.

Ainsi, en Europe, renaît l'espoir...





Ces 16 pays, auxquels viennent se joindre la zone occidentale d'Allemagne et Trieste, sont : l'Islande, l'Irlande, la Grande-Bretagne, la Norvège, la Suède, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, la France, la Suisse, le Portugal, l'Italie, la Grèce, la Turquie et l'Autriche.



Vous voulez savoir...

Pourquoi ?

les Etats-Unis ont accepté de s'imposer de si grands sacrifices financiers ?

1

Ces raisons figurent dans le texte même de la loi instituant le Plan Marshall : « Le Congrès estime, y est-il dit, que la situation existant en Europe compromet l'établissement d'une paix durable, le bien-être général, l'intérêt général des Etats-Unis et les buts que se sont assignés les Nations Unies. Le rétablissement ou le maintien dans les pays européens des principes de liberté individuelle, de libres institutions et de véritable indépendance repose en grande partie sur l'établissement de conditions économiques saines et de relations économiques internationales stables ».

On le voit, l'importance de ces buts justifie pleinement les sacrifices financiers.

Si

l'indépendance des nations participantes est protégée ?

2

Le Plan Marshall a précisément pour mission de rendre possible l'accession de ces pays à une indépendance économique réelle, c'est-à-dire sans aide étrangère. Ce but devrait être atteint en 1952.



Par quels moyens

— En fournissant du matériel, des matières premières, ainsi qu'une aide financière et technique ;

— En encourageant la production industrielle et agricole dans les pays participants, au risque même de concurrencer la production américaine ;

3

— En encourageant le rétablissement ou le maintien des monnaies, des finances et de budgets sains en Europe ;

— En favorisant le tourisme américain ;

— En facilitant ou en stimulant le développement du commerce international des pays participants, tant entre eux qu'avec d'autres pays, par des mesures appropriées, y compris une réduction des barrières douanières et des unions économiques.

Si

LE PLAN MARSHALL est un instrument de préparation à la guerre ?

4

En stimulant la production industrielle et agricole, le Plan Marshall est en train d'édifier un niveau de vie plus élevé, de renforcer la foi des citoyens dans un gouvernement démocratique et de fortifier la possibilité et la volonté de chaque pays de résister aux agresseurs, qu'ils viennent du dedans ou du dehors. Les peuples prospères ne songent pas à la guerre, mais ils sont prêts à défendre leurs biens.

Si

LE PLAN MARSHALL entraîne le chômage ?

5

La propagande communiste se plait à répéter que les livraisons américaines ont pour conséquence de priver les industries nationales de commandes qu'elles auraient pu exécuter, d'où chômage. C'est une contre-vérité : les Etats-Unis n'imposent pas la livraison de telle ou telle marchandise, ce sont les pays bénéficiaires de l'aide qui déterminent eux-mêmes et

librement ce dont ils ont besoin. Il leur est arrivé de demander certaines marchandises, au cours de l'hiver 1947-1948, qui étaient rares aux Etats-Unis et qui ont dû être prélevées sur des stocks dits de sécurité. Ce fut le cas pour certains combustibles, de graisses et huiles alimentaires et de céréales. Citons le cas de la France. Le chiffre de chômeurs officiellement secourus dépasse à peine 40.000. On ne peut donc parler de chômage. Non seulement, il n'existe pas, mais l'outillage industriel, qui est fourni à la France, lui permet de mettre en route de nouvelles industries ou de développer celles qui existent déjà.

Comment fonctionne le Plan Marshall ?

Disons tout d'abord que cette aide s'effectue à l'échelon gouvernemental seulement.

Chaque pays établit la liste de ses besoins pour l'année à venir et les chiffres.

Les demandes de chacun des pays participants sont réunies à l'Organisation Européenne de Coopération Economique (O. E. C. E.) et font l'objet de discussions. Elles sont modifiées assez fréquemment, car le total de l'aide qui doit être demandée à l'Amérique ne peut dépasser le chiffre raisonnable qui pourrait être voté par le Congrès.



Le Congrès examine les demandes de l'O. E. C. E. transmises par l'E. C. A. (Economic Cooperation Administration) et vote ensuite les crédits. L'importance de ces crédits va en décroissant, car il est tenu compte des progrès réalisés dans le domaine du relèvement économique des pays européens.

Ces crédits sont ensuite répartis entre les bénéficiaires. En ce qui concerne la France, 85 % de ces crédits constituent un don pur et simple, les 15 % du reliquat sont prêtés avec un intérêt minime (2 %) et remboursables dans de longs délais (cinquante ans).

6

Voyons maintenant

le mécanisme du fonctionnement à l'intérieur de chaque pays bénéficiaire, en France, par exemple. Les crédits reçus sont représentatifs de marchandises à acheter principalement dans la zone dollar, mais ailleurs aussi. Le gouvernement français établit des prévisions d'achats et en détermine l'importance par catégorie. Tant pour le pétrole, tant pour l'outillage d'équipement, tant pour le coton, etc. Ces évaluations sont transmises à l'Office des Changes qui accorde aux utilisateurs les licences d'importation.

Prenons le cas d'un filateur qui veut importer mille balles de coton : 1° il obtient une licence d'importation ; 2° il choisit un fournisseur de son choix aux Etats-Unis ou en Egypte ; 3° l'E. C. A., à Washington, règle la facture en dollars ; 4° le filateur règle à l'Office des Changes français, en francs français, le montant de la facture payée en dollars par l'E. C. A. ; 5° l'Office des Changes français verse la somme reçue à un compte spécial, tenu à la Banque de France au nom du Crédit National ; 6° les fonds qui s'accumulent à ce Compte Spécial sont utilisés, après accord entre le gouvernement français et la Mission en France du Plan Marshall, à des travaux d'intérêt national. Ils servent en particulier à financer la réalisation du Plan de Modernisation et d'Equipement, plus connu sous le nom de Plan Monnet.

On remarquera sans peine le double avantage de ce système :

— L'industriel (en l'occurrence le filateur) a pu acheter les balles de coton dont il avait besoin. Il n'aurait pu le faire sans le Plan Marshall, car il aurait manqué de dollars pour les payer ; ses francs français ne lui auraient donc servi à rien.

— Ce qu'il a payé en francs français a permis d'entreprendre des travaux d'intérêt public.

La FRANCE et le Plan Marshall

Nous avons vu, au début de cette brochure, quel était le drame de la France en 1947. Pénurie de tout chez elle, donc nécessité d'acheter à l'étranger. Autrement dit, il y avait un déséquilibre très grand entre ce qu'elle dépensait pour acheter et ce qu'elle recevait en vendant. C'est ce qu'on appelle un déficit de la balance des comptes. Ce qui est vrai pour les individus est vrai pour les nations : à dépenser plus que l'on ne gagne, on se ruine inévitablement. La France, en 1947, était à la veille de la ruine.





LISTE DES PRINCIPALES MARCHANDISES REÇUES PAR LA FRANCE, AU TITRE DU PLAN MARSHALL, DU 3 AVRIL 1948 AU 31 MARS 1950.

★

AUTORISATIONS D'ACHAT DÉLIVRÉES PAR L'E.C.A. DU 3 AVRIL 1948 AU 31 MARS 1950.

(Chiffres en millions de $)

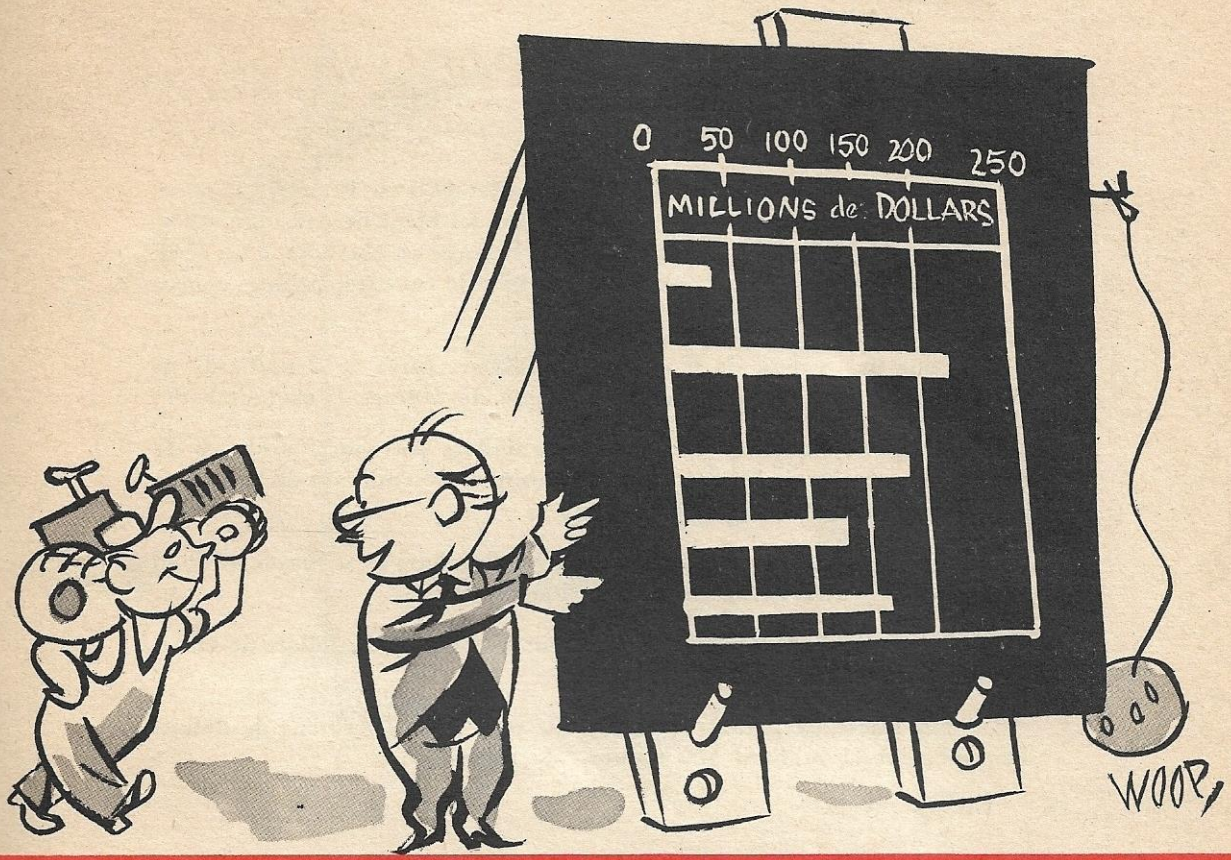
DÉTAIL DES MARCHANDISES IMPORTÉES, PAR CATÉGORIE

DENRÉES ALIMENTAIRES, FOURRAGES, ENGRAIS :

229,1, dont :

Pour les céréales panifiables (*)	79,6
Pour les huiles et matières grasses	64,9
Pour la viande	1,1
Pour les produits laitiers	12,2
Pour les engrais	13,0
Pour les fourrages	6,8

(*) *Précisons, en ce qui concerne les céréales, certains produits alimentaires et le charbon, que ces envois ont cessé en 1949, lorsque la production nationale française est devenue suffisante pour répondre aux besoins.*



CARBURANTS :

411,9, dont :

Pétrole et dérivés	251,8
Charbons et dérivés	160,1

MATIÈRES PREMIÈRES & PRODUITS SEMI - FINIS :

507,1, dont :

Pour le coton	248,3
Pour les métaux non ferreux et produits	102,9
Pour le fer, laminoirs et produits divers	36,5
Pour les produits chimiques et dérivés	60.6

MACHINES & VÉHICULES :

409,4, dont :

Pour les machines et l'équipement	304,9
Pour les autos, moteurs et pièces détachées	19,2
Pour les avions, moteurs et pièces détachées	42,2
Pour d'autres équipements de transport	43,1

DIVERS & NON CLASSÉS :

31,6

EQUIPEMENT INDUSTRIEL

Dès le début de 1949, les importations Marshall en France ont porté davantage sur les biens d'équipement que sur les biens de consommation. Cela était naturel, puisqu'il fallait doter la France, au plus vite, d'un équipement industriel très moderne. Voici une liste de ces équipements, choisis parmi les plus spectaculaires :

— Pour une valeur de 9 millions de dollars (près de 3 milliards de francs) à la gigantesque centrale électrique de Harnes (Pas-de-Calais) ;

— Pour une valeur de 15 millions de dollars (environ 4 milliards de francs) à la centrale de Déchy, qui augmentera de 400 millions de kW-h par an la production électrique française ;

— Pour une valeur de 11 millions 100.000 dollars (3 milliards et demi de francs) aux Aciéries de Denain et Montataire ;

— Les Aciéries de Sollac ont reçu pour 49.360.000 de dollars de matériel (17 milliards de francs) ;

— Les mines de potasse d'Alsace ont reçu pour 4 millions de dollars d'équipement (1 milliard 400 millions de francs) ;

Etc..., etc...

FONDS DE CONTREPARTIE

Nous avons vu précédemment comment se constituaient les Fonds de contrepartie de l'aide américaine. Voyons maintenant comment ils sont employés.

Sans Plan Marshall, le contribuable français aurait dû payer 11 % d'impôts en plus pour financer ces travaux indispensables à un grand pays moderne.



En 1952 date à laquelle le Plan Marshall prendra fin, la France doit, pour combler définitivement le déficit de sa balance des comptes :

1° Augmenter ses moyens de production ;

2° Augmenter sa productivité, c'est-à-dire accroître la quantité de marchandises produites dans le même temps, en rationalisant les méthodes de production. Les prix de revient et, par suite les prix de vente français, actuellement trop élevés, se trouveront abaissés. Une productivité accrue signifie hauts salaires, plus haut niveau de vie, bonnes conditions pour exporter.

LA COOPERATION Européenne est nécessaire --

MAIS, de même que les Etats-Unis sont économiquement solidaires de l'Europe, la France est, dans ce domaine, solidaire de ses voisins.

Et voici le véritable but du Plan Marshall : la coopération européenne. La France doit s'entendre avec les autres nations membres de l'O. E. C. E. pour augmenter la masse de production de l'Europe, de toute l'Europe, et réduire ses prix de revient. Seule, une action commune sera efficace.

Des années et des années de restrictions ont eu pour conséquence une montée incessante des prix. La production, amputée d'une partie de ses moyens, vendait cher pour amortir des frais accrus.

Aujourd'hui, la concurrence d'un marché libre force les producteurs à « tirer » sur les prix, les incite à surclasser leurs concurrents et, par conséquent, encourage à produire davantage et moins cher.

Baisse de prix, meilleurs salaires, niveaux de vie plus élevés. La consommation augmentera, les échanges internationaux s'amplifieront. Jusqu'en Amérique, la prospérité européenne aura son prolongement.

Un don, avons-nous dit. Plutôt une mise de fonds pour la reconstitution d'un rouage nécessaire à l'économie du monde.

L'O. E. C. E. a fait siens ces principes. Ses membres se sont tous engagés à supprimer progressivement les restrictions qui entravent encore les échanges internationaux ainsi que la pratique du double prix — un prix intérieur, un autre pour l'exportation — et à abaisser leurs tarifs.

C'est seulement en agissant d'un commun accord que cela sera possible. La France peut et doit accomplir la part de l'effort qui lui revient.

Le Plan Marshall n'est qu'un stimulant temporaire dont le terme n'est plus maintenant très éloigné. Mais déjà, grâce à lui, la France tient en mains les outils avec lesquels elle forgera sa propre destinée.


Killroy was here
LA LIBERTÉ
IMEAIT
WOOD



ÉDITÉ PAR LES SERVICES D'INFORMATION DE LA MISSION SPÉCIALE EN FRANCE DE L'E. C. A., 41, FB. SAINT-HONORÉ, PARIS (8e). TÉLÉPHONE : ANJOU 21-50, POSTE 21


BARRAGES
EQUIPEMENTS INDUSTRIELS
COTON
TRAVAIL
ACIER
MINES
EMBAUCHE
L'ECONOMIE FRANÇAISE
Reconstruction
BIEN VENU AUX TOURISTES